



Thermo Fisher Bourgoin-Jallieu

18/05/2026

## *Préparons-nous à nous battre...*

### *Pour nos salaires !*

*Ce mardi 19 mai, les députés devraient voter la Loi de programmation militaire et sa rallonge de 36 milliards d'euros pour le budget de l'armée. Celui-ci est porté à 436 milliards pour la période 2024-2030. Des sommes qui, loin de nous garantir quelque protection que ce soit, alimentent une course mondiale aux armements et participent à la menace qu'éclate dans un horizon pas si lointain une guerre d'envergure.*

#### ***Dormez tranquille, l'armée française pille***

Ces milliards n'attendent pas la troisième guerre mondiale pour servir, comme l'illustrent en ce moment les ronds dans l'eau du porte-avions Charles de Gaulle en appui de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. Ces engagements protègent le pillage des pays pauvres par les pays riches. Ils défendent les intérêts des grandes entreprises françaises, leurs actionnaires, leurs profits, mais pas nos salaires ni nos emplois ! Et servent de prétexte aux coupes budgétaires redoublées pour les écoles ou les hôpitaux !

#### ***Vivre dans un pays allié de Trump, ça coûte cher***

Trump fait payer au monde entier ses sales guerres au Moyen-Orient. Par sa faute, de plus en plus de pays sont confrontés aux pénuries d'électricité, le pétrole et le gaz nécessaires à leurs centrales étant bloqués dans le détroit d'Ormuz. Le blocage de 35 % des engrais de la planète promet des pénuries alimentaires à l'issue des récoltes forcément amoindries de la saison.

Les patrons licencient déjà à tour de bras, et il est bien certain qu'ils vont prétexter du blocage du détroit d'Ormuz pour continuer, même si ce n'est pas encore comme au Bangladesh où les usines ferment et jettent les ouvriers à la rue faute de courant pour alimenter les machines. Mais, depuis un mois, ce n'est plus seulement le carburant qui grimpe. C'est aussi le panier de course hebdomadaire.

#### ***Une vraie augmentation, c'est 400 euros mensuels et pas un SMIC en dessous de 2000 euros net !***

Le ministre du Travail, Farandou, a annoncé une hausse du Smic au 1er juillet : 2,4 %, 44 euros brut de plus par mois. Sans gêne, cet ancien PDG désormais payé « seulement » 7,5 Smic juge la hausse

« substantielle » ! Une vraie augmentation, c'est ce qui nous permettrait d'en finir avec les découverts, le rationnement dans les rayons du supermarché ou l'auto-interdiction de sortir le week-end.

Il manque au moins 400 euros par mois à tous les salaires, pas juste au Smic. Mais les réactions hostiles à la hausse du Smic sont significatives. Elles émanent des ennemis du monde du travail. Le Rassemblement national explique par exemple que si le Smic augmente, il va finir par rattraper les autres salaires. Sauf que si aucun salaire n'augmente, c'est tout le monde qui va être rattrapé... par la misère !

#### ***Pas d'autre choix que de lutter***

Tout comme d'autres à droite, le RN plaide pour augmenter la part du salaire net dans le brut. Manière de dire qu'on pourrait régler le problème sans faire payer les patrons. C'est oublier un peu vite que la différence entre le salaire net et le salaire brut, c'est nos retraites, l'assurance-maladie, etc. : tout l'argent grâce auquel on ne crève pas de faim quand on est trop âgé ou trop malade pour travailler... ou tout simplement jeté au chômage.

Il n'y a pas d'« argent magique » ? C'est sûr ! Tout l'argent des capitalistes, c'est nous qui le créons ! Les prestidigitateurs, ce sont les PDG, les gouvernements à leur service, tous ligués pour nous faire croire que cet argent revient de droit aux actionnaires.

**Voilà pourquoi il n'y a pas à leur quémander un « coup de pouce », mais à revendiquer notre dû. Voilà pourquoi il ne sert à rien d'attendre 2027 et qu'une nouvelle équipe, prenant le relais des macronistes, nous prêche à son tour patience et frugalité. Et si les directions syndicales confédérales refusent d'engager le bras de fer dès maintenant, rien ne nous empêche d'organiser, à la base, une lutte qui s'étende partout où les bas salaires sévissent... c'est-à-dire partout !**

## Grand frère te regarde

Après les caméras de sécurité posées de partout, les moments où tu dois prévenir pour aller aux toilettes, voilà de nouveaux moyens de surveiller les gens. Au condi on demande à tous les salariés de remplir un fichier Excel avec tout ce qu'elles ou ils ont fait dans la journée, en détaillant les temps (nettoyage 30min, dossier 15min, etc..).

Le labo n'est pas mieux : il faut poser ses congés sur un fichier Excel avant de les mettre sur Kelio. Au moins, pas de trace...

Bientôt des puces dans le badge pour voir où vous êtes, et si vous ne bougez pas, ça sonnera ? Plutôt que de surveiller les gens, il faut penser à améliorer leur bien-être et à régler les sous-effectifs dans les services.

## Le management toxique à la barre

Deux cadres de l'AFIPH, la plus grosse structure médico-sociale de l'Isère, sont passés en procès pour des cas particulièrement graves de harcèlement moral contre cinq de leurs salariés. Les faits remontent à presque dix ans et se sont produits à La Tour du Pin. Ils n'ont jamais été réglés en interne, la direction générale couvrant les agissements de ses petits chefs. D'ailleurs, aujourd'hui encore, elle intente des procédures disciplinaires contre certains salariés : toute une culture d'entreprise !

Cette situation ressemble à beaucoup d'autres qui ne sont pas autant médiatisées : elle est typique de la violence de l'exploitation capitaliste.

## 200 000

D'après un rapport de l'ONU, c'est le nombre d'habitants du Rhône, de la Loire et de l'Isère qui pourraient être surexposés aux PFAS, ces polluants éternels rejetés dans l'environnement par le site industriel Arkema-Daikin au sud de Lyon.

Rien n'oblige ces substances cancérigènes à finir dans l'eau et dans nos assiettes, si ce n'est la cupidité des patrons de la chimie et la complicité de l'État qui s'active à ne rien faire. Leur fric nous empoisonne le sang !

## Bollorisation générale

Le festival de Cannes qui, à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale a été co-créé par la CGT, est un énième révélateur de l'emprise de Bolloré et de son idéologie d'extrême-droite sur la production culturelle française. Les acteurs qui osent émettre des critiques en paieront les conséquences en étant blacklistés. Jusqu'à arriver à une situation lunaire, où l'équipe du film sur la vie de Jean Moulin (célèbre résistant torturé et tué par les nazis) refuse de prendre position contre l'extrême droite. Un comble.

## A.C.A.B. ?

A Reims, une étudiante vient d'être condamnée pour avoir dit « ACAB » lors d'une manif. Cet acronyme signifie « *all cops are bastards* » (tous les flics sont des bâtards), précisons que cela signifie aussi « *all cats are beautiful* ». Ce slogan date, il est le témoignage de la défiance du peuple face à l'institution policière qui défend les intérêts de la classe dominante. Il ne vise pas les personnes dépositaires de l'autorité directement mais plus un système organisé pour exploiter les plus démunis. La justice, *a priori* indépendante, comprend très bien cela et remet en cause la possibilité de critiquer l'oppression de l'État en condamnant l'étudiante. L'indépendance de la justice était un principe d'origine des démocraties bourgeoises, à l'époque pour se protéger de l'arbitraire du pouvoir royal. On voit ce qu'il en reste trois siècles plus tard...



*Une polémique qui a tout à voir avec le mépris de classe et pas grand-chose avec la pourtant nécessaire lutte pour une alimentation de qualité...*

## Encore un jeune mort au travail

Mercredi 13 mai, un homme de 18 ans est mort sur son lieu de travail à Orange (Vaucluse). Il travaillait dans une pépinière et a été retrouvé inconscient : il est probablement mort étouffé, coincé entre le guidon d'un motoculteur et le plafond d'un camion utilitaire qu'il était en train de décharger seul. Une enquête est ouverte pour « homicide involontaire ». Le jeune homme était en alternance dans cette pépinière. Au total, 420 apprentis, stagiaires et salariés de moins de 25 ans sont décédés au travail depuis 2020 en France. Mais les aides financières pour les patrons qui embauchent des apprentis sont de vraies mannes. Par exemple, pour un apprenti entre 18 et 20 ans, payé un tout petit peu plus de 800 euros par mois, un patron ne débourse que 400 euros : le prix d'une vie pour le Medef.